



- En 2003, l'Eurobaromètre a eu 30 ans, d'où vous est venue l'idée d'étudier l'opinion publique européenne ?

Le premier Eurobaromètre date de 1974, mais j'avais cette idée depuis longtemps. Avant même le lancement de l'Eurobaromètre, nous avions déjà réalisé quelques sondages. L'objectif était, d'une part, de mieux connaître l'opinion pour orienter la politique d'information et, d'autre part, de contribuer à révéler les Européens les uns aux autres. Il s'agissait, non seulement de connaître l'opinion publique européenne, mais également de faire connaître à cette opinion ce que les citoyens et les citoyennes de tel ou tel pays pensaient sur les mêmes thèmes. Le Parlement européen s'est intéressé à cette idée. Le rapport Schuijt, qui porte le nom d'un député néerlandais, a réclamé avec insistance la mise en place d'une étude permanente de l'opinion publique européenne. En 1973, lorsque j'ai quitté ma fonction de directeur général de l'information en raison du premier élargissement, le président de la Commission de l'époque, M. Ortolí, m'a demandé ce que je voulais faire. J'ai répondu « Je voudrais créer cette mécanique des sondages que demande le Parlement européen ». Ainsi, après un premier sondage test dans les neuf pays en 1973, le premier Eurobaromètre a vu le jour au printemps 1974.

- Pourquoi le nom « Eurobaromètre » ?

« Euro » parce que c'est l'Europe et « baromètre » parce qu'un baromètre sert à mesurer la pression atmosphérique !

- Les sondages avant l'Eurobaromètre dataient de quand ?

Il y a eu un premier sondage en 1962, d'autres ont suivi début 1970 et en juillet 1971, mais sans continuité d'un sondage à l'autre. Il s'agissait, en quelque sorte de coups d'essai. Cela m'a montré, ainsi qu'au Parlement européen, la nécessité d'avoir un mécanisme régulier de suivi de l'opinion, tous les six mois.

- Et quelles étaient les questions, les sujets que l'Eurobaromètre abordait à l'époque ?

Il y avait des questions « trend », c'est-à-dire des questions répétées lors de chaque Eurobaromètre afin de mesurer les évolutions. Ces questions concernaient les attitudes vis-à-vis de l'Europe, le marché commun, les efforts faits pour unir l'Europe, c'est-à-dire des questions directement liées aux attitudes pro ou anti-européennes. A cela s'ajoutait un certain nombre de questions concernant la satisfaction de la vie, la démocratie, ainsi que toute une série de variables indirectement liées à la formation, disons, d'une « conscience européenne », d'une conscience d'identité. Il y avait également des questions ponctuelles, posées occasionnellement, sur des sujets variés, mais toujours dans le but d'orienter la politique d'information. En outre, de plus en plus souvent, des questions ont été introduites à la demande des différentes Directions générales, par exemple sur l'agriculture ou la science. De très nombreuses enquêtes se sont donc ajoutées à l'Eurobaromètre initial, et les Directions générales ont maintenant pris l'habitude d'utiliser cet instrument de recherche.

- Qui élaborait ces questions ?

Je les inventais en collaboration avec les responsables d'instituts. J'ai beaucoup travaillé avec Jean Stoetzel, le fondateur des sondages en France, et avec Ronald Inglehart, un chercheur américain, grand spécialiste de la science politique quantitative. Nous examinions les questions les plus pertinentes, puis nous préparions les questionnaires en anglais et en français, pour éviter tout biais culturel. Enfin, les instituts recevaient la version anglaise et la version française à partir desquelles ils élaboraient les versions allemande, italienne, néerlandaise etc. Techniquement, nous opérons toujours sous un contrôle scientifique universitaire, puisque toutes nos données étaient accessibles aux chercheurs. Très rapidement, tout le monde a pu avoir accès à nos banques des données, de façon à utiliser ces données et à nous critiquer éventuellement.

- Comment l'Eurobaromètre a-t-il été accueilli à l'époque ?

Il a été bien accueilli par la presse et peu à peu le monde politique s'y est intéressé. L'expérience montre qu'il est de plus en plus cité dans la presse nationale ou internationale où des formules telles que « L'Eurobaromètre montre que ... » se rencontrent fréquemment. Cela signifie que l'Eurobaromètre est devenu une référence.

- Les questions d'aujourd'hui sont-elles très différentes ?

Beaucoup de questions sont restées les mêmes, ce qui est nécessaire pour mesurer les évolutions. Je regrette parfois que certaines questions ne soient plus posées, notamment celle qui concerne la confiance entre les peuples. Cette question a été posée dans chaque pays pour évaluer la confiance, tant à l'égard de chacun des autres pays de l'Union européenne qu'à l'égard de son propre pays. J'avais également inclus la confiance à l'égard des Américains, des Russes et des Chinois, pour pouvoir faire des comparaisons. Il s'agit donc d'une question complexe d'un point de vue technique et coûteuse, mais elle

est simple pour la personne qui répond et permet d'établir des cartes de confiance ou cartes de proximité en terme de confiance. L'analyse des réponses a, en effet, livré des choses extrêmement intéressantes. On a, par exemple, identifié une grande confiance mutuelle entre les Allemands et les Français; la confiance mutuelle entre les Anglais et les Français était, en revanche, moins élevée. Ce sont des choses à connaître qui correspondent à des attitudes profondes.

- Y a-t-il un Eurobaromètre que vous auriez souhaité faire mais que vous n'avez pas fait?

Je regrette que les autorités européennes, y compris l'Eurobaromètre, n'aient pas testé l'illustration des billets en euros. Une monnaie, c'est très important. On l'a dans la poche, on s'en sert tous les jours. C'est extraordinaire d'avoir une monnaie européenne ! Mais l'illustration n'est pas très stimulante; des ponts, une carte géographique, c'est plutôt froid. On aurait pu faire figurer sur cette monnaie des grandes personnalités. La Grèce a mis sur la pièce d'un euro la chouette d'Athéna, et sur la pièce de deux euros l'Enlèvement d'Europe, qui est un mythe grec. Ce type d'illustration est très évocateur pour les Grecs. J'aurais souhaité que l'Eurobaromètre fasse une enquête sur les différents types d'illustration possibles pour savoir vers quoi les gens tendaient : des images neutres ou plus colorées, plus significatives.

- Si vous deviez réaliser un Eurobaromètre aujourd'hui, sur quel sujet porterait-il?

Sur la Turquie, parce que c'est un thème d'actualité. Pose-t-on actuellement des questions sur l'adhésion de la Turquie et sait-on comment se situent les opinions sur ce sujet ? On a souvent peur de poser ces questions, or les questions brûlantes sont souvent les plus intéressantes. « Est-ce que la Turquie est un pays européen ? » c'est, en apparence, une question évidente, mais il faudrait néanmoins la poser. Deuxième question : « Est-ce que l'Europe est ouverte aux pays démocratiques ? », puis plus spécifiquement « Est-ce que la Turquie est un pays démocratique ? » Cette dernière question est explosive, et je ne dis pas qu'il faudrait la poser ou la publier tel quelle, hors contexte. Toutefois, on ne peut pas parler de l'adhésion de la Turquie sans savoir comment se positionnent les citoyens et les citoyennes sur ce sujet. Il faudrait également poser de nouveau la question sur la confiance entre les peuples, au moins une fois tous les quatre ou cinq ans. Parallèlement à la question sur l'adhésion, on pourrait introduire une question comme « Est-ce qu'envers les Turcs vous avez grande confiance », etc. Ce type de question permet de savoir où l'on met les pieds, si je peux m'exprimer ainsi. Je ne dis pas qu'il faut suivre ce que les gens pensent, mais il faut le savoir.

- Au cours de ces 30 ans, y a-t-il eu des résultats qui vous ont surpris, motivé ou déçu, et quel est, selon vous, l'état de l'opinion vis-à-vis de l'intégration européenne ?

Si j'avais à définir les attitudes vis-à-vis de l'intégration européenne, je dirais qu'il s'agit d'un consensus mou. L'Europe n'est pas un sujet qui passionne l'opinion, même si les attitudes sont massivement favorables, à part au sein des minorités situées aux extrêmes de l'échiquier politique. Je dirais même que si les jeunes générations ne se passionnent pas tellement pour l'Europe, c'est parce qu'elles croient que l'Europe est faite, que l'Europe va de soi. Pour les gens de ma génération, en revanche, il a fallu et il faut encore

se battre pour l'Europe, qui doit avoir des institutions solides. L'Europe n'est pas seulement un phénomène culturel et un marché commun ; c'est un phénomène politique.

- Comment voyez-vous l'importance de l'Eurobaromètre aujourd'hui ? On dit qu'aujourd'hui les hommes politiques s'intéressent trop aux statistiques, aux sondages d'opinion. Cela était-il le cas auparavant ?

Je crois que les hommes politiques se sont toujours intéressés à l'opinion publique, mais l'intérêt pour les sondages s'est accru. Dans la presse, il y a des sondages toutes les semaines, mais les questions européennes sont peu traitées. Il y a des exceptions, certes, mais les sondages nationaux sont commandés par les journaux, par les partis, pour savoir quelles sont les forces dans l'électorat, et par les gouvernements pour savoir s'ils sont bien ou mal perçus par les citoyens. Des sondages ou questions sur l'Europe, sa construction et sa forme institutionnelle, il y en a très peu, en dehors des sondages de l'Eurobaromètre.

- Le principe des sondages Eurobaromètre a-t-il jamais été remis en question ?

Il y a toujours des gens qui disent « à quoi ça sert tout ça ? » ; il y a même des gens qui se demandent « pourquoi la Communauté fait des sondages, puisqu'il y en a dans chaque pays » ? C'est une question absurde, car ce qui est intéressant, c'est de savoir comment réagissent et évoluent les citoyens des différents Etats membres sur un même sujet. Cependant un Eurobaromètre à 15 coûte très cher et cela va s'accroître à 25. Lorsqu'il y a quelques années, un certain Commissaire a posé la question « A quoi ça sert ? », « Est-ce vraiment utile ? », j'ai pris ma plume et j'ai écrit au Président Prodi « Il y a des bruits qui courent sur l'Eurobaromètre, je vous prie de veiller à ce que cet instrument soit sauvegardé. Si un jour l'Eurobaromètre venait à être supprimé, j'irais au Parlement européen et je démontrerais l'absurdité d'une telle suppression, car il s'agit d'un instrument de gouvernance. »

- Vous pensez que c'est un instrument de formation d'une opinion publique européenne ?

Oui, oui, oui.

- Une opinion publique européenne existe-t-elle ?

C'est un construit. L'opinion publique européenne existe dans la mesure où, sur un certain nombre de questions, les Européens pensent de la même façon : sur la démocratie, sur les droits de l'homme, le statut de la femme. Il s'agit d'un soutien général, tacite, avec cette distinction toutefois que les jeunes et les personnes les plus instruites sont plus proches les uns des autres dans les différents pays, que ne le sont d'autres catégories de la population. Cela s'explique notamment parce qu'ils sont plus politisés et lisent les journaux, etc. Le clivage se situe là, au niveau de l'information et de la formation, d'où la nécessité d'une éducation européenne. Ici le problème de la formation et de l'information de l'opinion publique rejoint celui de l'école.

- Alors l'Eurobaromètre est un facteur d'intégration ?

Oui, c'est un facteur d'intégration. Le fait de le publier répond au souci de montrer aux Européens de chaque pays en quoi ils sont semblables ou différents les uns des autres.

- Vous avez été le premier directeur général de l'information : comment voyez-vous la politique d'information sur l'UE aujourd'hui et la façon dont elle utilise l'Eurobaromètre ?

Dans la politique d'information, il y a, d'une part, la formation à long terme d'une conscience européenne mais aussi l'information sur le court terme, qui consiste à donner des nouvelles et rectifier des erreurs. Lorsque l'Union européenne est attaquée dans un pays de l'Union sur un sujet donné, y a-t-il une réponse immédiate, qui rectifie systématiquement les inexactitudes? Je ne le crois pas. Je suis donc assez critique sur la politique d'information, qui, me semble-t-il, n'utilise pas assez l'Eurobaromètre. Est-ce que les bureaux d'information à Athènes, à Paris etc., ont déjà demandé à l'équipe de l'Eurobaromètre une analyse sur l'agriculture ou sur une région donnée ? Evidemment, il est facile de critiquer, quand on n'est plus aux affaires...

- Quels sont d'après vous les objectifs de l'Eurobaromètre ; contribuer à l'émergence d'une opinion publique européenne afin de susciter des débats démocratiques et/ou illustrer et défendre une politique... ? Et quels sont les liens entre ces objectifs ?

Tout d'abord, l'Eurobaromètre n'est pas un instrument de propagande. Entre 1974 et 1986, lorsque je m'occupais directement de l'Eurobaromètre, je n'ai eu qu'une seule fois un problème avec une DG, au sujet d'une enquête sur la science. Le directeur général de l'époque, qui s'occupait des questions nucléaires, voulait m'imposer une question qui, à mon avis, n'était pas impartiale et biaisait les réponses dans le sens pro-nucléaire. J'ai refusé de poser la question. En outre, l'Eurobaromètre est soumis au regard critique des universités de nos pays, c'est pourquoi les questions doivent être honnêtes. L'Eurobaromètre ne peut pas être accusé de biaiser idéologiquement, mais il faut savoir bien l'utiliser. Si je suis très élogieux sur l'Eurobaromètre, je regrette seulement que la politique d'information ne l'utilise pas plus. Le but de la politique d'information n'est pas de faire plaisir aux uns ou aux autres mais de savoir à qui l'on parle, de quoi l'on parle et comment on en parle. On a encore trop souvent peur d'attaquer les problèmes auxquels pensent les gens ; or, pour savoir ce qu'ils pensent, il faut le leur demander, il faut faire des sondages.

*

* *